

**Conseil économique et social**

Distr. générale
5 août 2010
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe**Comité du commerce****Groupe de travail des politiques de coopération
en matière de réglementation et de normalisation****Vingtième session**

Genève, 1^{er}-3 novembre 2010

Point 6 b) de l'ordre du jour provisoire

Coopération en matière de réglementation: projets sectoriels

**Rapport de situation sur l'Initiative sectorielle pour
l'industrie des télécommunications****Note du secrétariat****Résumé*

L'Initiative sectorielle pour l'industrie des télécommunications vise à élargir l'ouverture de l'environnement commercial pour les produits du secteur des télécommunications. Le Groupe de travail a approuvé les objectifs réglementaires communs (ORC) pour ce secteur en 2004. Bien que l'application des ORC dans la législation nationale ou comme point de départ des accords de reconnaissance mutuelle n'ait suscité qu'un intérêt limité, ils peuvent néanmoins constituer une référence utile dans les négociations au sein du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA) et de l'Union internationale des télécommunications (UIT) (voir <http://www.itu.int/ITU-T/worksem/wtsa-08/res76/index.html>). Les ORC pourraient être utilisés pour fournir des exemples concrets de bonnes pratiques en matière de réglementation dans le secteur des technologies de l'information et de la communication.

Ce document est soumis pour examen et information.

* À sa dix-huitième session, le Groupe de travail a demandé que le secrétariat fasse chaque année le point des travaux accomplis dans le cadre de toutes les initiatives sectorielles (ECE/TRADE/C/WP.6/2008/18, par. 63). Comme suite à cette demande, le présent rapport passe brièvement en revue l'état d'avancement de l'initiative sur les télécommunications, et décrit les principales activités menées à bien ou en cours de réalisation.

I. Objectif du projet et principaux résultats attendus

1. L'objectif de l'Initiative sectorielle pour l'industrie des télécommunications est d'offrir un meilleur accès aux marchés pour les produits des technologies de l'information et de la communication (TIC). Les objectifs réglementaires communs (ORC) pour les produits des TIC constituent des accords sur la convergence des réglementations répondant à des préoccupations légitimes entre les pays intéressés (voir TRADE/WP.6/2003/16/Add.2).

2. Des objectifs réglementaires communs ont été élaborés en 2003 pour les produits suivants:

- Ordinateurs personnels (PC);
- Périphériques de PC;
- Terminaux de réseaux téléphoniques publics commutés;
- Matériel Bluetooth;
- Réseau local sans fil (WLAN);
- Norme mondiale des télécommunications mobiles;
- Télécommunications mobiles internationales (IMT-2000).

[<http://www.unece.org/trade/wp6/SectoralInitiatives/Telecom/CROs.htm>.]

II. État d'avancement du projet

3. Les éléments récents en rapport avec le Groupe sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA) sont notamment les suivants:

- Le document de négociation de l'Union européenne (TN/MA/W/129, du 7 décembre 2009, intitulé «Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce tel qu'il s'applique au commerce des produits électroniques»);
- Le document de négociation des États-Unis d'Amérique (TN/MA/W/125, du 4 décembre 2009, intitulé «Texte de négociation sur les obstacles non tarifaires se rapportant à la sécurité électrique et à la compatibilité électromagnétique des produits électroniques»);
- La proposition de l'Union européenne, du Brésil et de l'Inde (TN/MA/W/136, 15 mars 2010, intitulée «Cadre pour les propositions sur les ONT visant des branches de production particulières»).

4. Les synergies entre les ORC et ces propositions sont expliquées en détail dans l'annexe au présent rapport au moyen de deux exemples montrant comment il est possible d'appliquer la Recommandation «L» pour donner suite au niveau national à la proposition de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

III. Progrès accomplis en 2010 et résultats attendus pour la session annuelle

5. En 2010, un échange de correspondance entre le Président du Groupe de travail et le Président du Groupe sur l'AMNA a eu pour objet de mettre en lumière l'intérêt potentiel des ORC au regard des négociations.

IV. Communications en 2010

6. En 2010, le groupe informel a tenu une réunion à Stockholm, dans le cadre de la réunion du Bureau du Groupe de travail, des rapporteurs et coordonnateurs, de l'Équipe «START» et du Groupe «MARS».

V. Responsabilité de la poursuite des travaux

7. M. Per Döfnäs est le responsable de la poursuite des travaux dans le cadre de ce projet.

VI. Rôle du secrétariat

8. Les participants à l'initiative sectorielle recommandent que le secrétariat les aide à:
a) engager un débat sur les ORC avec les principaux producteurs et gouvernements des pays d'Asie de l'Est (par exemple, la Chine, le Japon et la République de Corée); et b) donner suite à l'échange de correspondance mentionné plus haut.

Annexe

Synergies entre les objectifs réglementaires communs de l'Initiative sectorielle pour l'industrie des télécommunications de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe et les propositions de l'Organisation mondiale du commerce relatives aux obstacles non tarifaires à l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA)

Application de la Recommandation L pour donner suite à la proposition figurant dans le document TN/MA/W/129 de l'OMC relatif à l'AMNA

Table des matières

1. Introduction
2. Options en matière d'évaluation de la conformité dans le document TN/MA/W/129
3. Exemple – Application de la Recommandation L résultant de l'Initiative pour l'industrie des télécommunications dans le cas des matériels PC et des équipements de télécommunications mobiles internationales (IMT-2000)
 - 3.1 Aspects généraux et communs valables pour le matériel TIC
 - 3.2 Aspects spécifiques aux matériels PC
 - 3.3 Aspects spécifiques aux IMT-2000

Appendice: Description des options en matière d'évaluation de la conformité

1. Introduction

1. Les débats menés à l'OMC concernant des obstacles non tarifaires (ONT) appliqués aux produits électroniques qui résultent de règlements techniques régissant la mise de ces produits sur les marchés des pays membres se déroulent dans le cadre des négociations relatives à l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA). Deux propositions ont été soumises dans les documents:

- TN/MA/W/129, du 7 décembre 2009, présenté par l'Union européenne;
- TN/MA/W/125, du 4 décembre 2009, présenté par les États-Unis (y compris les questions et réponses en rapport avec la proposition).

2. Les deux propositions se limitent aux prescriptions en matière de sécurité et de compatibilité électromagnétique des produits qui relèvent de leur champ d'application. Cela peut ne pas être suffisant pour la mise des produits sur les marchés nationaux (les équipements radio doivent généralement se conformer aussi à certaines prescriptions qui leur sont propres; et de plus, des prescriptions environnementales sont de plus en plus souvent appliquées dans certains pays).

3. Comme les négociations sur l'AMNA se poursuivent encore, l'issue en demeure incertaine.
4. La Recommandation L et les éléments qui en sont tirés pour définir des objectifs réglementaires communs (ORC) peuvent être utilement appliqués aux résultats des discussions sur les obstacles non tarifaires à l'AMNA, et cela de deux manières:
 - La pleine application de la Recommandation L qui est à l'origine des ORC, c'est-à-dire l'harmonisation des règlements techniques d'un certain nombre de pays afin d'assurer la libre circulation des produits conformes aux ORC;
 - L'application partielle de la Recommandation L, c'est-à-dire l'application du modèle de réglementation dans différents pays, mais sans engagement formel de libre circulation avec d'autres pays.
5. Pour faire apparaître la complémentarité entre le Modèle international et les travaux en cours à l'OMC sur les obstacles non tarifaires à l'AMNA, le présent document donne deux exemples de produits pour lesquels il est proposé des ORC dans l'initiative pour l'industrie des télécommunications: les matériels PC et l'IMT-2000. La proposition figurant dans le document TN/MA/W/129 sert de référence.

2. Options en matière d'évaluation de la conformité dans le document TN/MA/W/129

6. Le document TN/MA/W/129 expose différents moyens d'évaluer la conformité aux prescriptions. Ces différentes options sont présentées dans l'appendice au présent document. La procédure adéquate pour cet exemple – qui est conforme à celle indiquée dans les ORC de l'initiative pour l'industrie des télécommunications – est l'option A, qui est illustrée dans l'appendice.

3. Exemple – Application de la Recommandation L résultant de l'Initiative pour l'industrie des télécommunications dans le cas des matériels PC et des équipements de télécommunications mobiles internationales (IMT-2000).

3.1 Aspects généraux et communs valables pour le matériel TIC

3.1.1 Champ d'application

7. Cet ORC s'applique au matériel TIC tel qu'il est défini dans le document relatif aux ORC. (Voir <http://www.unece.org/trade/wp6/SectoralInitiatives/Telecom/Telecom.html>).
8. Un ORC comprend deux parties:
 - La première partie – commune aux ORC mis au point pour l'ensemble du matériel TIC – définit les prescriptions communes et générales à appliquer pour satisfaire aux objectifs réglementaires des pays participants.
 - La deuxième partie – qui distingue différents types de matériel TIC – définit, pour le type de matériel TIC, considéré, les prescriptions à appliquer pour satisfaire aux objectifs réglementaires des pays participants.
9. Un ORC n'est valable que si les deux parties sont appliquées dans leur totalité.
10. Chaque ORC permet donc une mise sur le marché du type correspondant de matériel TIC, dans la mesure où ce type est conforme à l'ORC qui lui est associé (partie 1 et partie

2), et, sauf si une licence est exigée, une mise en service dans les pays qui appliquent cet ORC.

3.1.2 Matériel TIC

11. Dans le cadre du présent document, on entend par «matériel TIC» tous les types de matériel spécifiés dans le document relatif à l'ORC (Voir <http://www.unece.org/trade/wp6/SectoralInitiatives/Telecom/Telecom.html>).

3.1.3 Références

<i>Cote du document</i>	<i>Titre et page Web du document</i>
UNECE/TRADE/378	Modèle international pour la mise en œuvre de bonnes pratiques de réglementation dans la préparation, l'adoption et l'application des règlements techniques grâce à l'utilisation de normes internationales http://www.unece.org/trade/wp6/Recommendations/Rec_L.pdf
WTO/CEI, art.2.4 et art. 2.6	Accord sur les obstacles techniques au commerce http://www.wto.org/french/docs_f/legal_f/17-tbt.pdf
ISO/CEI 17050-1:2004	Évaluation de la conformité – Déclaration de conformité du fournisseur – Partie 1: Exigences générales
ISO/CEI 17050-2:2004	Évaluation de la conformité – déclaration de conformité du fournisseur – Partie 2: documentation d'appui
ISO/TRADE/C/WP.6/2009/11	Procédure générale de surveillance des marchés (Projet du 30 septembre 2009)

3.1.4 Définitions

12. Les définitions à appliquer figurent dans les documents suivants:

<i>Cote du document</i>	<i>Titre et page Web du document</i>
WTO/TBT, Annexe 1	Accord sur les obstacles techniques au commerce http://www.wto.org/french/docs_f/legal_f/17-tbt.pdf
Guide ISO/CEI 2:2004	Normalisation et activités connexes –Vocabulaire général
ISO/CEI 17050-1:2004	Évaluation de la conformité – Déclaration de conformité du fournisseur – Partie 1: Exigences générales
ECE/TRADE/C/WP.6/2009/13/	Projet de définitions et terminologie communes employées dans le domaine de la surveillance des marchés http://www.unece.org/trade/wp6/documents/2009/WP6_09_13F.pdf

3.1.5 Adoption d'un ORC au niveau national

13. Les pays qui ont adopté un ORC soumettent cet ORC à la procédure utilisée au niveau national pour incorporer l'ensemble ou certaines parties des prescriptions énoncées dans cet ORC dans leur réglementation nationale. La partie internationale de cette procédure est définie dans le Modèle international pour la mise en œuvre de bonnes pratiques de réglementation dans la préparation, l'adoption et l'application des règlements techniques grâce à l'utilisation de normes internationales.

14. Pour chaque ORC, les pays informent le secrétariat de la CEE des prescriptions légales relatives au marquage à satisfaire sur leur territoire pour chaque type de matériel TIC visé par l'ORC.

3.1.6 Mise sur le marché et mise en service

15. Les pays ayant incorporé un ORC dans leur réglementation nationale permettent la mise sur le marché et la mise en service de matériels TIC conformes aux prescriptions de cet ORC en matière de sécurité et de compatibilité électromagnétique.

16. Lorsqu'une licence est exigée, concernant par exemple une fréquence particulière ou des conditions de service spéciales pour les stations de base mobiles, le pays en informe la CEE avant d'adopter l'ORC correspondant. Dans le mois qui suit, la CEE en informe tous les autres pays ayant notifié qu'ils appliquent cet ORC et tous les pays qui se préparent à le faire.

3.1.7 Référence aux normes

17. De préférence, il convient de faire directement référence aux normes internationales ou régionales mentionnées dans chaque ORC, mais des pays peuvent avoir une réglementation nationale exigeant que les normes internationales ou régionales mentionnées sous «Référence aux normes» dans les «Aspects particuliers...» de chaque ORC adopté soient des normes nationales. Ces pays veillent à ce que les normes internationales ou régionales soient transposées en normes nationales (sans aucune modification), et cela en temps voulu. Si les normes doivent être traduites dans la langue nationale, le pays veille à ce qu'elles le soient en temps voulu. Le pays accepte que les normes internationales ou régionales auxquelles les fournisseurs font référence soient équivalentes aux normes nationales correspondantes.

18. Ces mesures ne sont pas nécessaires dans les pays dans lesquels il est possible de faire directement référence aux normes.

3.1.8 Conformité

19. La conformité à chaque ORC est vérifiée comme suit:

- Le fournisseur établit une Déclaration de conformité du fournisseur (DCF). Celle-ci comporte les éléments décrits dans la norme ISO/ CEI 14050-1;
- Le fournisseur fait référence à l'ORC dans la DCF;
- Le fournisseur conserve la DCF et la documentation apportant la preuve de la conformité à l'ORC pour qu'elles soient disponibles à des fins de surveillance du marché dans les pays qui ont adopté l'ORC.

3.1.9 Information fournie avec le matériel TIC

20. Le matériel TIC est identifié par le fournisseur qui indique le type, les numéros de lot et/ou de série ainsi que le nom du fabricant ou du responsable de la mise sur le marché du matériel.

21. La documentation fournie avec le matériel TIC comporte des informations sur l'utilisation prévue du matériel et la façon d'obtenir la DCF si celle-ci ne figure pas dans la documentation.

3.1.10 Surveillance du marché

22. Les pays qui ont adopté un ORC sont responsables de la surveillance du marché sur leur territoire et ont le droit de retirer le matériel TIC correspondant de leur marché national si celui-ci n'est pas conforme à cet ORC.

Observation: Des orientations générales en matière de surveillance des marchés figurent dans le document ECE/TRADE/C/WP.6/2009/11.

3.1.11 Protection

23. Tout pays qui retire du marché un matériel qu'il y avait préalablement introduit sous le régime d'un ORC en informe sans attendre la CEE, en indiquant les motifs de sa décision.

24. La CEE en informe immédiatement tous les autres pays ayant notifié qu'ils appliquent cet ORC et tous les pays qui se préparent à le faire.

3.2 Aspects spécifiques aux matériels PC**3.2.1 Champ d'application**

25. Cet ORC s'applique aux matériels PC tels qu'ils sont définis au paragraphe 3.2.2.

26. L'ORC qui s'applique aux PC comprend deux parties:

- La première partie – commune à l'ensemble du matériel TIC – définit les prescriptions communes et générales à appliquer pour satisfaire aux objectifs réglementaires des pays participants;
- La deuxième partie – élaborée spécifiquement pour les matériels PC – définit les prescriptions à appliquer pour satisfaire aux objectifs réglementaires des pays participants pour ce type de produits.

27. Un ORC n'est valable que si les deux parties sont appliquées dans leur totalité.

28. Cet ORC spécifie les prescriptions à appliquer pour satisfaire aux objectifs réglementaires des pays. L'accord dont il résulte permet donc de mettre sur le marché et en service les matériels PC qui sont en conformité avec cet ORC dans les pays où il est appliqué.

3.2.2 Ordinateur personnel

29. Un ordinateur personnel peut consister en une unité centrale de traitement, un clavier séparé et un dispositif de visualisation, lesquels peuvent également être regroupés en une seule unité, généralement dans le cas d'un PC portable. Il peut être doté d'un ou de plusieurs ports pour les communications externes.

3.2.3 Références

30. Il n'y a pas de références particulières concernant cet ORC abstraction faite de celles mentionnées sous 3.1.3.

3.2.4 Définitions

31. Il n'y a pas de définitions particulières concernant cet ORC abstraction faite de celles mentionnées sous 3.1.4.

3.2.5 Prescriptions relatives au produit

32. Cet ORC se rapporte aux objectifs réglementaires légitimes concernant les matériels PC.
33. Les objectifs portent sur:
- La sécurité;
 - La compatibilité électromagnétique.

3.2.6 Référence aux normes

34. Les matériels PC sont considérés comme conformes s'ils satisfont aux normes indiquées ci-après. La version de la norme mentionnée est celle en vigueur au moment de la publication de l'ORC. Les versions ultérieures de ces normes sont acceptées sauf indication contraire des pays qui ont adopté cet ORC.

35. Les prescriptions en matière de conformité figurent dans les normes dans lesquelles les prescriptions techniques sont définies, ou dans des normes distinctes.

3.2.6.1 Sécurité

<i>Cote du document</i>	<i>Titre et page Web du document</i>
CENELEC EN 60950-1:2001 (CEI 60950-1:2001 (modifiée))	Matériel de traitement de l'information – Sécurité – Partie 1: Prescriptions générales
Différences/Modifications au niveau national par rapport à la norme CEI 60950-1	Différences ou modifications au niveau national en vigueur dans les pays ayant adopté l'ORC

3.2.6.2 Compatibilité électromagnétique

<i>Cote du document</i>	<i>Titre et page Web du document</i>
CENELEC EN 55022-1:2006 (CISPR 22:2005 (modifié))	«Appareils de traitement de l'information – Caractéristiques des perturbations radioélectriques – Limites et méthodes de mesure»
FCC Partie 15.109 Class B	Complément concernant les émissions supérieures à 1 GHz: «Appareils à radiofréquences; Appareils à rayonnements non intentionnels; Limites des émissions rayonnées»
CEI 61000-3-2:2006	Pour les appareils à alimentation sur secteur à courant alternatif: «Compatibilité électromagnétique (CEM) – Partie 3-2: Limites – Limites pour les émissions de courant harmonique (courant appelé par les appareils ≤ 16 A par phase)»
IEC 61000.-3-3:1995 avec modifications	Pour les appareils à alimentation sur secteur à courant alternatif: «Compatibilité électromagnétique (CEM) – Partie 3-3: Limites – Limitation des variations de tension, des fluctuations de tension et du papillotement dans les réseaux publics d'alimentation basse tension, pour les matériels ayant un courant assigné ≤ 16 A par phase et non soumis à un raccordement conditionnel»
CENELEC EN 55024:1998 (Alt: CISPR 24:1997)	«Appareils de traitement de l'information – Caractéristiques d'immunité – Limites et méthodes de mesure»

3.3 Aspects spécifiques aux IMT-2000

3.3.1 Champ d'application

36. Cet ORC s'applique aux IMT-2000 telles qu'elles sont définies au paragraphe 3.3.2.
37. Un ORC comprend deux parties:
- La première partie – commune à l'ensemble du matériel TIC – définit les prescriptions communes et générales à appliquer pour satisfaire aux objectifs réglementaires des pays participants;
 - La deuxième partie – élaborée spécifiquement pour les IMT-2000 – définit les prescriptions à appliquer pour satisfaire aux objectifs réglementaires des pays participants pour ce type de produits.
38. Un ORC n'est valable que si les deux parties sont appliquées dans leur totalité.
39. L'ORC relatif aux IMT-2000 spécifie les prescriptions à appliquer pour satisfaire aux objectifs réglementaires des pays. L'accord dont il résulte permet donc de mettre sur le marché et en service les IMT-2000 qui sont en conformité avec cet ORC dans les pays où il est appliqué.

3.3.2 IMT-2000

40. Les télécommunications mobiles internationales-2000 (IMT-2000) sont définies par un ensemble de recommandations interdépendantes de l'UIT. La norme IMT-2000, également connue sous l'appellation Systèmes mobiles de troisième génération, fournit un cadre pour l'accès à la communication sans fil dans le monde entier en reliant les divers systèmes de réseaux terrestres et/ou par satellite.

3.3.3 Références

41. Outre les références mentionnées sous 3.1.3 de l'ORC, des références utiles figurent dans les recommandations UIT-T pour l'IMT-2000.

3.3.4 Définitions

42. Outre les références mentionnées sous 3.1.4 de l'ORC, les définitions qui s'appliquent figurent dans les recommandations UIT-T pour l'IMT-2000.

3.3.5 Prescriptions relatives au produit

43. Cet ORC se rapporte aux objectifs réglementaires légitimes concernant les IMT-2000.
44. Les objectifs portent sur:
- La sécurité, notamment les champs électromagnétiques;
 - La compatibilité électromagnétique.

3.3.6 Référence aux normes

45. Les IMT-2000 sont considérées comme conformes si elles satisfont aux normes indiquées ci-après. La version de la norme mentionnée est celle en vigueur au moment de la publication de l'ORC. Les versions ultérieures de ces normes sont acceptées sauf indication contraire des pays qui ont adopté cet ORC.
46. Les prescriptions en matière de conformité figurent dans les normes dans lesquelles les prescriptions techniques sont définies, ou dans des normes distinctes.

3.3.6.1 Sécurité, y compris champs électromagnétiques

<i>Cote du document</i>	<i>Titre et page Web du document</i>
EN 60950-1:2001 (CEI 60950:2001 (modifiée))	Matériels de traitement de l'information – Sécurité – Partie 1: Prescriptions générales
Différences/Modifications au niveau national par rapport à la norme CEI 60950-1	Différences ou modifications au niveau national en vigueur dans les pays participant à l'ORC
EC 60950-22:2006 (CEI 60950-22:2005 (modifiée))	Matériels de traitement de l'information – Sécurité – Partie 22: Appareils installés à l'extérieur
ICNIRP (avril 1998)	Lignes directrices concernant la limitation de l'exposition aux champs électriques, magnétiques et électromagnétiques variables dans le temps (jusqu'à 300 GHz) – Commission internationale de protection contre les rayonnements non ionisants, <i>Health Physics</i> , vol. 74, n° 4, avril 1998
IEEE C95.1 – 2005	Norme relative aux niveaux de sécurité concernant l'exposition des personnes aux champs électromagnétiques de radiofréquences (3 kHz à 300 GHz)
CENELEC EN 62311:2008 (CEI 62311:2007 (modifiée))	Évaluation des équipements électroniques et électriques en relation avec les restrictions d'exposition humaine aux champs électromagnétiques (0 Hz à 300 GHz)
CENELEC EN 50360:2001	Norme de produit pour la mesure de conformité des téléphones mobiles aux restrictions de base relatives à l'exposition des personnes aux champs électromagnétiques (300 MHz à 3 GHz)
CENELEC EN 50371:2002	Norme générique pour démontrer la conformité des appareils électriques et électroniques de faible puissance aux restrictions de base concernant l'exposition des personnes aux champs électromagnétiques (10 MHz à 300 GHz - public)
FCC OET Bulletin 65 (2001)	Supplément C: Évaluation de la conformité aux directives de la FCC concernant l'exposition des personnes aux champs électromagnétiques de radiofréquences: Informations complémentaires pour évaluer la conformité des appareils mobiles et portables aux limites établies par la FCC concernant l'exposition des personnes aux émissions de radiofréquences
CENELEC EN 50385:2002	Norme produit pour la démonstration de la conformité des stations de base radio et des stations terminales fixes pour les radiotélécommunications, aux restrictions de base et aux niveaux de référence relatifs à l'exposition de l'homme aux champs électromagnétiques (110 MHz à 40 GHz)

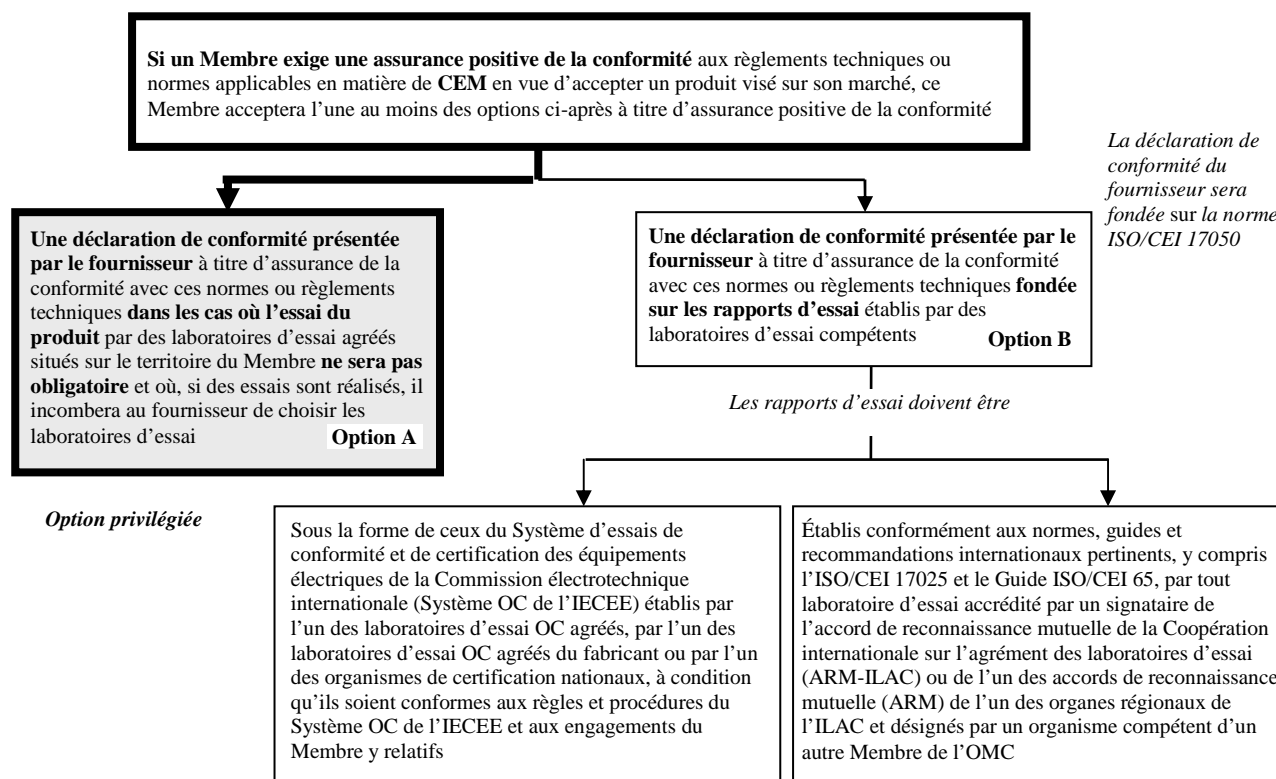
3.3.6.2 Compatibilité électromagnétique

<i>Cote du document</i>	<i>Titre et page Web du document</i>
EN 301 489-1 V1.8.1	Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme de compatibilité électromagnétique concernant les équipements hertziens et services; Partie 1 – Exigences techniques communes
3GPP TS34.124	Pour les terminaux mobiles et les équipements auxiliaires: «Prescriptions en matière de compatibilité électromagnétique pour les terminaux mobiles et les équipements auxiliaires»
3GPP TS25.113	Pour les stations de base et les répéteurs: «Compatibilité électromagnétique des stations de base et des répéteurs»
FCC Partie 15.207 (2008)	Appareils à radiofréquences; Appareils à rayonnements intentionnels; limites appliquées
FCC Partie 15.209 (2008)	Appareils à radiofréquences; Appareils à rayonnements intentionnels; limites des émissions rayonnées

Appendice

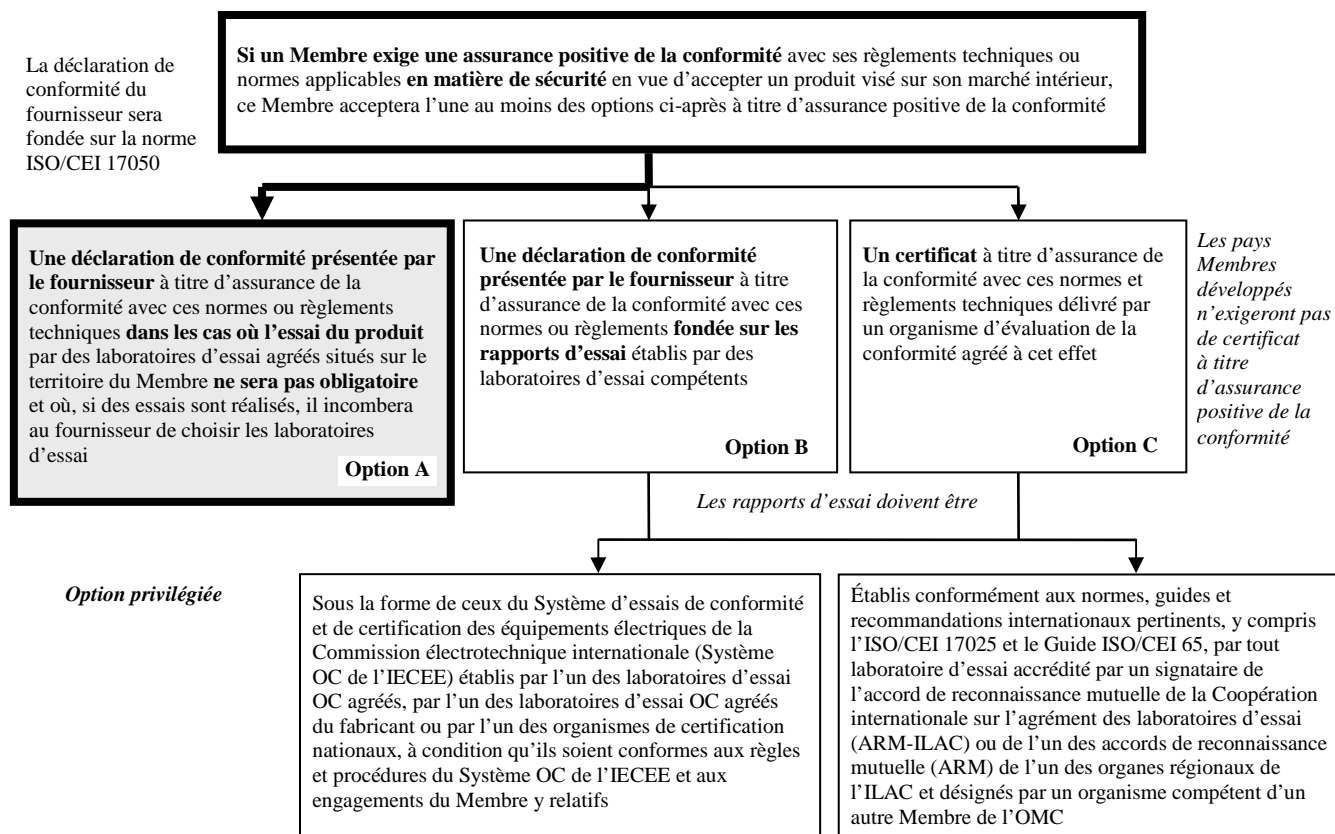
Description des procédures d'évaluation de la conformité

I. Procédures d'évaluation de la conformité en matière de compatibilité électromagnétique dans le document TN/MA/W/129



Les Membres n'exigeront pas de certification par une tierce partie et les pays développés Membres s'efforceront d'accepter la déclaration de conformité du fournisseur.

II. Procédures d'évaluation de la conformité en matière de sécurité dans le document TN/MA/W/129



Les Membres pourront accepter les certificats délivrés par tout organisme d'évaluation de la conformité qu'ils jugent compétent ou qu'ils approuvent d'une autre manière à cette fin. Les organismes d'évaluation de la conformité situés sur le territoire de tout autre Membre se voient accorder un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux organismes d'évaluation de la conformité situés sur son propre territoire.